



Taxis : les chauffeurs en colère contre le rapport de la commission Attali

Sommaire

- ✓ Le financement de l'hôpital en crise..... page 2-3
- ✓ Rapport Attali : le ralliement néo-libéral..... page 4-5
- ✓ Fonds régional pour l'ancrage des entreprises page 6
- ✓ Lutttes pour l'université†: quelles suites page 7

Le financement de l'hôpital en crise.

En raison de la faiblesse de leur dotation et de l'application de la T2A (tarification à l'activité) qui n'encourage que les créneaux porteurs de rentabilité financière immédiate et punit les hôpitaux qui continuent à accueillir les malades les plus malades, les plus pauvres, les hôpitaux publics traversent une crise profonde.

On assiste à l'explosion des contradictions entre les besoins croissants : vieillissement, progrès scientifique médical, nouveaux fléaux d'un côté, et d'un autre côté à l'insuffisance criante du financement et de l'offre de soins. Celle-ci est aggravée par les restructurations imposées, la réduction des personnels, la crise du recrutement.

Un plan d'urgence emploi-formation est indispensable pour sortir l'hôpital de la catastrophe comme le démontre la grève des urgentistes. De nouveaux financements sont incontournables car il faut sortir de la T2A et élaborer une autre réforme à partir des propositions des acteurs.

Ce qui creuse le déficit, c'est l'insuffisance des recettes due :

- **au chômage : 100000 chômeurs = 1.3 milliard d'euros en moins pour la Sécu...il faut donc travailler à un plan d'urgence emploi/formation**
- **à l'emploi précaire et aux bas salaires, aux économies sur les salaires, aux politiques de baisse du coût du travail. 1% d'augmentation de la masse salariale équivaut à 2.5 milliards d'euros de recettes en plus pour la Sécurité Sociale.**
- **aux cadeaux fiscaux : 15 milliards pour les plus grosses fortunes, 5 milliards pour les heures supplémentaires, 30 milliards d'exonérations de cotisations patronales pour 2008.**

Les plans de compression des emplois publics et des dépenses publiques et sociales qui s'accroissent aujourd'hui minent la croissance réelle, alors que dans le même temps, on fait des cadeaux fiscaux de 15 milliards d'euros aux plus riches qui nourrissent ce qu'on appelle la croissance financière. C'est cela qui est à l'origine des bulles spéculatives, immobilières et des risques d'effondrements.

Ce sont des immenses gâchis au détriment du développement des investissements utiles, de l'emploi, du développement durable.

D'où l'exigence d'une autre orientation de l'argent pour servir les investissements productifs et collectifs centrés sur le développement de l'emploi, des salaires, de la formation, de la prévention de la santé, du développement durable.

Il faut mettre un terme aux exonérations de cotisations sociales qui tirent tous les salaires vers le bas et minent le financement de la Sécurité Sociale sans créer d'emploi.

- De plus l'État doit s'acquitter de ses dettes à la Sécurité Sociale: 5 milliards par an. Il doit effectivement programmer le paiement des exonérations qu'il doit compenser. (2 milliards par an)...A cela s'ajoutent le montant des exonérations nouvelles sur les heures supplémentaires : 5 milliards d'euros, l'engagement précis de les compenser doit être garanti par l'État

De nouvelles recettes sont indispensables car les besoins de financement vont s'élever en relation avec les nouveaux besoins à couvrir. Si des réformes efficaces de progrès social sont incontournables, les dépenses doivent être accrues et réorientées, une refonte du financement est absolument nécessaire,



Première proposition:

Soumettons à cotisation les revenus financiers des entreprises qui représentent en 2006 environ 183 milliards d'euros et ceci sans parler des revenus financiers de ce qu'on appelle les institutions financières, c'est-à-dire les banques (60 milliards d'euros). Si les revenus financiers des entreprises sont soumis au même taux que la cotisation patronale sur les salaires, on dépasse 23 milliards d'euros

Comme on le voit cela n'a rien à voir avec la seule taxation des stocks options proposée par Philippe Seguin dans le rapport de la cour des comptes qui représenterait 3 milliards par an... La vraie question c'est : veut-on rompre avec les logiques ultra-libérales et s'en prendre au capital? C'est donc une autre logique, opposée à celle de Sarkozy, qu'il s'agit de faire monter dans les luttes et les rassemblements à construire.

Deuxième proposition:

Mettre en débat une réforme de l'assiette des cotisations patronales avec pour objectif de relever la part des salaires dans les richesses produites, la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Cela implique une rupture avec toutes les politiques menées depuis 1983 qui ont organisé une baisse de 10 points de la part des salaires en accroissant celle des

profits. Il faut rompre avec les gestions patronales qui compriment les salaires, les emplois et privilégient la course à la rentabilité financière.

Pour rompre avec cette logique qui fait reposer le financement de la protection sociale sur les entreprises de main d'œuvre.,

On pourrait proposer que :

- Les entreprises qui relèvent le nombre de leurs emplois et les salaires en liaison avec les luttes sociales soient assujetties à un taux de cotisations relativement plus bas.
- Au contraire les entreprises qui licencient, font des bas salaires, des emplois précaires et qui jouent la croissance financière, seraient assujetties à un taux de cotisation beaucoup plus élevé.

Par ce biais, on inciterai les entreprises à augmenter la masse salariale qui constitue l'assiette du financement de la protection sociale.

L'objectif est d'élever le taux, et la masse des cotisations.

Comme pour les retraites, Sarkozy et le gouvernement Fillon ne veulent pas entendre parler d'un autre financement.

Il y a besoin d'une autre réforme, travaillons tous ensemble, développons les mobilisations et la riposte idéologique, économique, sociale et politique.

Yves DIMICOLI

RALLIEMENT NEO-LIBERAL

La France est « *un pays trop lent* ». Tel est le constat à partir duquel la commission a construit un rapport pour « *lever les freins à la croissance* » présenté comme « *non partisan* » et « *le résultat d'un consensus entre les 44 membres de la commission* » incluant des gens du mouvement syndical.

On y assure que, appliquées ensemble, d'avril 2008 à janvier 2009, par voie d'ordonnance si nécessaire, les mesures préconisées permettraient de ramener le taux de chômage au niveau dit de « *plein emploi* » (5%) et d'augmenter d'un point le taux de croissance potentielle d'ici à 2012.

Envisageant la croissance indépendamment de ses contenus sociaux, ce rapport transpire le ralliement et le soutien à Sarkozy. C'est un hymne au néolibéralisme avec l'appel à toujours plus de concurrence sur le marché des biens et services, à plus de flexibilité, de précarité et de pression à la baisse des « *coûts salariaux* » sur le marché du travail, à l'accroissement encore du rôle du marché financier contre les financements publics et sociaux.

Cependant, il porte aussi une forte ambition d'intégration avec des intitulés ronflants : « *mieux former les écoliers, excellence de l'enseignement supérieur, soutien des secteurs d'avenir, « espaces urbains durables », grands chantiers, nanotechnologies, société de la connaissance....* ». Mais tout cela sans préoccupation de l'impact en emploi, des exigences de formation et de rémunération des salariés, et sous la contrainte que, dès 2009, les dépenses publiques soient réduites de 1% du PIB, soit « *20 milliards d'euros d'économie par an* ».

C'est dire combien la réalisation des prétentions affichées serait contrainte par les exigences de rentabilité financière des apporteurs de fonds privés.

Technocratiques et élitistes, ces chantiers pilotés par l'État, les régions, et les groupes (les départements et leurs financements sociaux étant voués à disparaître) ne pourraient en aucun cas répondre aux besoins de développement social et culturel de toutes les populations. Ils seraient assortis, en réalité, de pressions considérables sur la vie des travailleurs.

Cela concerne l'emploi à propos duquel le rapport propose de faciliter les licenciements économiques, confirme la nécessité de « *séparation à l'amiable* » entre employeur et salarié tout en faisant écho, de façon démagogique, à l'exigence de « *sécurisation* » avec la « *formation rémunérée* » (combien et comment ?) des chômeurs. Toutes choses qui, outre l'encouragement des suppressions d'emploi, permettraient aux patrons, avec de nouvelles baisses des cotisations sociales, de tirer encore plus vers le bas le « *coût salarial* ».



Cela concerne aussi les services publics qu' il serait avant tout question de rationner.

Quand le rapport dit un mot à propos des financements, c'est pour envisager de basculer des points de cotisations sociales sur la CSG et la TVA, dans le droit fil des préconisations les plus réactionnaires qui soient. Par contre, le silence est assourdissant sur les banques, le crédit, la BCE, les exportations de capitaux contre l'emploi et la croissance réelle en France. Il est assourdissant sur les pouvoirs d'intervention des salariés dans les gestions avec de nouveaux critères d'efficacité sociale.

Bref, toute l'entreprise vise à rallier à la politique néo-libérale, en jouant sur les divisions et l'intégration de populations considérées comme un « coût » à comprimer, au lieu d'en développer toutes les capacités en prenant appui sur les luttes populaires.

Ce rapport témoigne de l'impasse noire dans laquelle enferme la capitulation face à la domination des marchés. Il place toute la gauche au défi de mesures réellement audacieuses et opérationnelles, rompant avec la dictature de la rentabilité financière, moyennant une cohérence entre objectifs sociaux novateurs, pouvoirs et moyens financiers, à l'opposé de la conciliation avec le social-libéralisme et de la résignation à une vision du « possible » étroitement limitée par les contraintes réputées indépassables de la mondialisation capitaliste.



Personnel de l'hôpital en lutte

Fonds régional pour l'ancrage des entreprises : Les élus communistes d'Auvergne disent non au fonds régional "canada dry"

Le Conseil régional a décidé lors de la session budgétaire de décembre 2007 de mettre en place un nouveau programme d'aide directe aux entreprises, le fonds régional pour l'ancrage des entreprises (F.R.A.E.).

Ce nouveau dispositif consiste en une subvention accordée à des entreprises répondant à une série de critères pour des projets d'implantation de nouveaux sites ou des projets de développement.

Selon leurs promoteurs les critères d'attribution ont été élaborés pour tenter d'éviter les effets de « guichet » ou les effets « d'aubaine ». Malgré cela le groupe communiste n'a pas voté la mise en place de ce nouveau dispositif et ceci pour plusieurs raisons.

- Tout d'abord, malgré toutes les précautions prises, il sera très difficile d'éviter que « l'aubaine » ne soit pas saisie par certains, notamment les grands groupes qui savent parfaitement enrober leurs projets pour les rendre éligibles à toutes les aides possibles. D'autant plus que le lobbying auprès des élus exercé par ceux là finira toujours par trouver des oreilles complaisantes.

- Ensuite la gestion de ce dispositif va être extrêmement complexe compte tenu des critères retenus. Complexe et avec une part de subjectivité importante. Or, comme ce sera la 1^{ère} commission du conseil régional qui tranchera « in fine », cette part de subjectivité qui porte en elle des risques de dérives quasiment inévitables. De plus le contrôle de l'efficacité des aides accordées sera extrêmement difficile. Quant à leur évaluation elle n'est pratiquement jamais réalisée.

- Enfin et surtout, la réintroduction dans les aides régionales d'aides directes aux entreprises, dont la plupart avaient été abandonnées lors de l'adoption du Schéma Régional de Développement Économique (S.R.D.E.) constitue un retour en arrière sur une conception nouvelle du rôle économique que doit avoir le conseil régional. On a cédé, avec cette décision, au dogme qui consiste à croire que l'argent public peut être le moteur du développement économique. Alors que tout atteste que la source essentielle de financement de l'économie ce sont les banques

qui la détiennent.

C'est dans cet esprit qu'avait été mis en place le Fonds Régional pour L'Emploi (F.R.E.) dont le rôle est de faciliter l'accès des PME au crédit bancaire en garantissant les emprunts que celles-ci contractent. C'est là que l'effet de levier de l'argent public est de loin le plus efficace. C'est ce que confirme le bilan du FRE sur les deux premières années.

Pour illustrer ce propos rappelons que l'en-cours de la dette des entreprises d'Auvergne auprès des banques est de l'ordre de 2 milliards d'euros. Que représentent face à cela les 2,5 millions d'euros de crédits de paiement qui ont été affectés pour 2008 à ce nouveau FRAE ? Simplement une « aubaine », mais probablement pas l'effet de levier souhaitable.

A remarquer que la droite du conseil régional, qui n'avait cessé de « hurler » contre la suppression des aides directes aux entreprises, n'a pas voté ce nouveau dispositif qui pourtant répond à ses demandes, tout en se félicitant par ailleurs que les aides directes soient remises en vigueur

Comprenez qui pourra !

A remarquer aussi que cette nouvelle aide directe est mise en place au moment même où la Cour des Comptes publie un rapport accablant sur les aides directes accordées aux entreprises dont l'efficacité est sérieusement mise en doute par ce rapport où on peut lire entre autres :

« Il est évident qu'un tel dispositif (*) ne correspond plus aux exigences et préoccupations actuelles, dans un contexte économique nouveau. Au lieu de privilégier des aides directes aux entreprises, il faut travailler à leur offrir un environnement économique favorable ».

Éloquent ! Et c'est Philippe SEGUIN, qui ne peut guère être suspecté d'anti-libéralisme, qui le dit.

Regrettons que le conseil régional ait cédé aux pressions nombreuses qui se sont exercées à propos de ce dossier.

(*) le système des aides directes



Stéphane Bonnery

Luttes pour l'université: quelles suites pour la recherche et les formations ?

Après les fortes mobilisations de fin 2007, le mouvement universitaire semble prendre des formes de riposte s'inscrivant dans la durée. Il s'agit moins ici de faire un « bilan » que de tirer quelques enseignements qui pourraient être utiles pour la suite. Car, quelles que soient les formes, de toute évidence, le débat ne va pas s'arrêter là quant aux choix pour l'université, pour la recherche, pour l'enseignement supérieur et pour les formations professionnelles. Au contraire la réforme votée, au service du capital, va encore aviver les contradictions qui travaillent en profondeur l'évolution de l'université.

La mobilisation universitaire de la fin 2007: questions mises au grand jour et impasses

Concernant l'implication des enseignants, chercheurs et personnels non enseignants, elle a été très inégale selon les établissements, les filières et les contextes locaux. Elle a été trop tardive et pas assez massive pour renverser la vapeur dans un contexte difficile (début de mandat présidentiel...). Pour autant, elle existe d'une manière qui n'avait pas été aussi transversale à la profession depuis longtemps et la préoccupation semble durable quant à l'avenir de l'université :

Après la prise de position de nombreux conseils d'université en juin soit contre l'esprit de la loi, soit contre l'imposition autoritaire de celle-ci, des textes, d'origines diverses, ont été publiés et continuent à l'être régulièrement. Des manifestations sont annoncées pour janvier, des journées rassemblant la profession et au-delà, ont été organisées et continuent à être programmées, les pétitions continuent à recueillir des signatures en nombre presque record pour le milieu.

Déjà un premier constat s'impose : face à l'offensive idéologique de la droite qui a su très bien prendre en compte les défaillances du système actuel pour proposer des logiques au service du capitalisme, l'idée que le statu quo conduit dans l'impasse à mûri. Cela ne suffit pas à faire émerger une perspective, une proposition alternative suffisamment élaborée qui manque cruellement pour gagner la bataille, mais c'est un point d'appui décisif pour la suite.

Les statuts et la vie démocratique dans l'Université, mis en débat

Les modes de recrutement actuels des enseignants-chercheurs sont loin d'être satisfaisants et appellent une profonde transformation. Mais les réformes, s'appuyant sur ce constat proposent des solutions qui aggravent le clientélisme et le localisme en remettant l'essentiel du rôle de recrutement dans les mains du président de chaque université. En supprimant les instances de recrutement collégiales dans chaque discipline scientifique dans lesquelles, malgré leurs défauts, les arguments scientifiques étaient centraux. Celui-ci est promu en manager en charge d'orienter et d'adapter la recherche et la formation sous la pression des logiques de rentabilité promues tant par l'État que par la soumission croissante de l'université aux exigences patronales..

Suite de l'article sur le lien ci-dessous